

**Sabine LECLERCQ**  
vice-président, juge des libertés et de la  
détention

**N°RG : N° RG 20/00513 - N° Portalis**  
**DBYB-W-B7E-MSKI**

**Minute n° : 20/00342**

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 30 Avril 2020 à la demande de **Monsieur F**

concernant : **Monsieur**  
né   
  
34087 MONTPELLIER CEDEX 4

Vu la saisine en date du 06 Mai 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis adressés le 06 Mai 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Monsieur**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 7 mai 2020,

Vu l'avis adressé, avec le dossier, à Maître Marie-Laure MARUCCHI, avocat désigné par le patient, indiquant qu'il lui appartiendra de transmettre au greffe JLD, par tout moyen, ses écritures ou observations, avant le 11 mai 2020 à 9H00, date à laquelle le juge statuera sur la demande ;

Vu l'impossibilité de recourir à la visio-conférence, le pôle psychiatrie du CHU de Montpellier ne disposant pas du matériel nécessaire ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, prévoyant la possibilité pour le juge, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties ;

Le juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de **Monsieur**, a décidé, en raison de la crise sanitaire actuelle, que la procédure se déroulerait sans audience et a fixé au 11 mai 2020 la date à laquelle il statuerait sur la demande.

**Monsieur J** a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, faire des observations écrites et s'entretenir par téléphone avec son conseil.

L'avocat de l'intéressé a pu consulter la procédure et s'entretenir librement avec lui, par téléphone.

Vu l'absence d'observations écrites transmises par le patient,

Vu les conclusions déposées par Me Marie-Laure MARUCCHI le 09 mai 2020, avocat désigné d'office pour représenter **Monsieur**,

## MOTIFS DE LA DECISION

Sur les moyens de nullité :

Attendu que l'article L. 3211-3 du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement doit, avant chaque décision prononçant le maintien des soins ou définissant la forme de la prise en charge, être informée du projet de décision et mise à même de faire valoir ses observations ; qu'elle doit en outre être informée, le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état, de la décision d'admission et de chacune des décisions prononçant le maintien des soins et définissant la forme de sa prise en charge, ainsi que des raisons qui les motivent ; qu'elle doit enfin être informée, dès l'admission et aussitôt que son état le permet, de sa situation juridique, de ses droits et des voies de recours et garanties qui lui sont offertes ;

que pour répondre à l'objectif fixé par la loi l'information doit être dispensée à un moment où le patient est en mesure d'en comprendre l'objet et d'exercer effectivement les droits qui lui sont garantis ;

Attendu au cas présent qu'il ne résulte d'aucune des pièces communiquées avec la requête du directeur d'établissement que les décisions administratives d'admission du 30/04/2020 et de maintien en soins du 03/05/2020 aient été notifiées à **Monsieur** [REDACTED] ;

qu'il n'est pas non plus justifié qu'une information sur ses droits, voies de recours et garanties ait été donnée au patient ;

qu'à l'exception du certificat de 24 heures qui mentionne, à la date du 1<sup>er</sup> mai 2020, que le recueil des observations du patient n'est pas possible, il ne résulte pas d'éléments médicaux ultérieurs que son état de santé n'aurait pas permis la délivrance des notifications et de l'information ;

que le maintien de **Monsieur** [REDACTED] dans l'ignorance des décisions rendues et des raisons qui les motivent, ainsi que de ses droits en hospitalisation complète, lui fait grief et affecte la régularité de la procédure ;

qu'il convient en conséquence de donner main levée de l'hospitalisation complète, ce sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de nullité soulevés ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

## EN CONSEQUENCE

Statuant en chambre du conseil et en premier ressort,

**Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur** [REDACTED] **et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)**

**Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.**

**Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.**

Ainsi rendue le 11 Mai 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention

